

Dernière minute : l'ANDRA persiste et signe

Le débat « public » Cigeo et la conférence de citoyens sur l'enfouissement des déchets nucléaires ont pointé une série de questions majeures, en particulier :

- Les incertitudes sur la faisabilité du chantier d'enfouissement, sur la récupérabilité des déchets, sur la gestion des accidents de chantier, etc.,
- Les incertitudes sur les risques d'accidents en période d'exploitation du site (incendie, inondation, production d'hydrogène...),
- L'incertitude sur l'inventaire des déchets (interdiction des déchets bitumés?) et sur les coûts économiques
- Les incertitudes concernant la stabilité géologique du site une fois refermé et sur sa totale étanchéité sur des dizaines de milliers d'années.
- Les risques à moyen et long termes de pollution irréversible de la croûte terrestre et de ses réserves en eau par la généralisation de l'enfouissement en profondeur de déchets radioactifs ou toxiques.

Mais il a dressé en parallèle deux types de constats :

- La nécessité d'attendre au moins une soixantaine d'années avant d'enfouir les déchets les plus dangereux (déchets vitrifiés entreposés à La Hague ou combustibles usés non retraités).
- La difficulté du choix éthique entre deux thèses : la confiance dans la société et la science ou la confiance dans la géologie.

Tous se rejoignent sur la nécessité de prendre du temps (environ 20 ou 30 ans) par rapport au projet présenté par l'Andra. Temps qui devait être mis à profit de deux manières :

- Pour mener une opération de démonstration en site réel sur de faibles quantités de déchets et

vérifier la pertinence des solutions proposées (récupérabilité, gestion des accidents, etc.) sur un temps suffisamment significatif par rapport au temps nécessaire à l'enfouissement de l'ensemble des déchets prévus.

- Pour mener en parallèle des opérations de démonstration et de recherches sur des alternatives à l'enfouissement définitif à grande profondeur des déchets tels qu'ils sont définis actuellement (MAVL HAVL, matières valorisables).

Les réponses qu'apporte l'Andra aux diverses préoccupations ci-dessus sont très loin d'être satisfaisantes. En effet, entre autres :

- L'Andra parle bien d'un pilote de démonstration, mais maintient sa demande d'une décision de construction de Cigeo, sans attendre les résultats de l'opération pilote en question. Il est bien évident qu'une telle exigence ôte une très grande partie de l'intérêt de ce pilote, dont la justification principale tient en effet à la possibilité de prendre une décision finale (positive ou négative) sur la base d'expériences en grandeur réelle. Pour l'Andra, la réussite de la première étape n'est donc pas nécessaire à l'engagement de la seconde... On constate d'ailleurs qu'aucune mention n'est faite à l'étude d'alternatives à Cigeo (entreposage pérenne, programmes de recherche d'alternatives) comme s'il était déjà définitivement acquis qu'aucune autre solution n'était digne d'investigation. On peut raisonnablement se demander dans ces conditions à quoi peut servir une opération de démonstration si la réalisation de Cigeo est inéluctable...
- L'Andra n'apporte aucun élément nouveau sur la question de la récupérabilité des déchets (en

particulier en termes de vitesse d'évacuation des colis en cas de nécessité) et annonce de fait que la notion même de récupérabilité ne sera pas respectée tout au long du chantier puisqu'elle envisage l'obturation séquentielle des différentes alvéoles en cours d'exploitation

- L'Andra n'apporte aucun élément nouveau concernant la sécurité du chantier et l'économie du projet.

Derrière le discours a priori conciliant, c'est la volonté de poursuivre le projet sur les mêmes bases, avec un calendrier un peu moins serré, sans vraiment prendre en compte les critiques et les suggestions issues du débat. La question de la pertinence de ce projet reste entière et la démocratie est une fois de plus bafouée.

On rappelle en effet que la question de la gestion des déchets doit être resituée dans son contexte.

Aucune solution satisfaisante n'a été jusqu'ici trouvée pour éliminer les déchets radioactifs ni même pour réduire les risques qu'ils présentent, jusqu'à des centaines de milliers d'années pour certains d'entre eux.

Il est donc indispensable tout d'abord d'en réduire la quantité et cela de trois façons complémentaires :

- Réduire les consommations d'électricité, notamment pour les usages qui lui sont spécifiques (électroménager, audiovisuel, bureautique et informatique dans les secteurs résidentiel et tertiaire qui représentent environ la moitié de la consommation totale d'électricité en France).
- Ne plus exporter d'électricité d'origine nucléaire (actuellement la production d'environ dix unités de 900 MW de puissance électrique), dont on garde en France les déchets nucléaires qui en résultent.
- Réduire la production d'origine nucléaire au profit de la production d'origine renouvelable (notamment éolien et photovoltaïque).
- Arrêter la production de plutonium par le retraitement des combustibles irradiés car c'est une industrie à haut risque et polluante, tant au niveau de l'usine de La Hague que de l'usine Melox de fabrication des combustibles MOX et des transports de plutonium. Sans parler du risque d'extension de la prolifération des armes nucléaires, l'une des raisons de la décision allemande d'arrêt du nucléaire.

Vu les risques majeurs de l'enfouissement définitif des déchets à grande profondeur (risque d'infiltra-

tion d'eau, perte de mémoire, risque d'une généralisation planétaire de la pollution du sous-sol) auxquels une opération de démonstration ne peut apporter de réponse, la crédibilité d'une démarche sur la gestion des déchets déjà produits suppose de profiter du temps nécessaire à cette démonstration en vraie grandeur de la viabilité du stockage en profondeur par une installation pilote (environ 50 ans), pour tenter de développer des alternatives crédibles à l'enfouissement :

- Le stockage à sec des déchets (déjà pratiqué), la démonstration de l'entreposage en sub-surface pour 100 à 300 ans,
- La recherche de nouvelles méthodes de tri et de transformation des déchets.

Sinon, l'opération de démonstration n'apparaît plus que comme une étape, certes indispensable, mais d'un processus quasiment inéluctable, l'enfouissement à terme de l'ensemble de ces déchets.

Ce programme de recherche et de démonstration devrait recouvrir plusieurs domaines :

- Une réflexion renouvelée sur la séparation des matières nucléaires en fonction de leurs caractéristiques, par exemple leur période. Un exemple : le regroupement actuel dans des colis HAVL des produits de fission dont la durée de dangerosité se compte en 3 ou 4 siècles avec les actinides mineurs dont la durée de dangerosité peut atteindre pour certains des millions d'années, était justifié par l'intérêt porté au plutonium, tout le reste étant classé uniformément comme déchet à haute activité. Si par exemple, un programme de recherche sur les matériaux du style béton permettait d'assurer une durée de vie de plusieurs siècles à un entreposage, il deviendrait logique de séparer les produits de fission des actinides, d'entreposer 300 ans ces produits de fission et de concentrer la recherche sur la diminution de la dangerosité (et de la période de cette dangerosité) des actinides. D'autres tris pourraient aussi être envisagés, en fonction de la capacité plus ou moins grande de migration des différentes matières dans un milieu donné.
- Une réflexion sur la capacité de brûlage et ou de transmutation des différents éléments par différents moyens (accélérateurs de particules, réacteurs hybrides, etc.).
- Une réflexion sur la notion et les moyens techniques et sociétaux d'un entreposage pérenne sur quelques siècles.